

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1991 B 03236

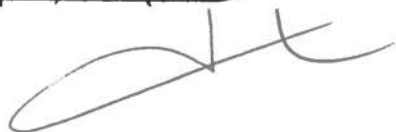
Numéro SIREN : 542 095 591

Nom ou dénomination : RUBIS ANTILLES GUYANE

Ce dépôt a été enregistré le 14/06/2024 sous le numéro de dépôt 21358

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2023	31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	578 591	512 399	66 192	72 621
Fonds commercial	4 343 520	2 293 622	2 049 898	1 525 523
Autres immobilisations incorporelles	762 924		762 924	254 184
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	4 959 920	941 816	4 018 105	4 040 368
Constructions	47 870 009	36 365 739	11 504 270	13 180 864
Installations techniques, matériel, outillage	66 644 659	49 758 509	16 886 150	20 275 313
Autres immobilisations corporelles	9 644 276	7 420 666	2 223 610	2 163 406
Immobilisations en cours	4 686 290		4 686 290	5 340 720
Avances et acomptes	47 500		47 500	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	17 179 458	187 484	16 991 975	11 730 581
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	105 214		105 214	59 100
ACTIF IMMOBILISE	156 822 362	97 480 234	59 342 128	58 642 681
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	630 809		630 809	1 267 826
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	203 059	80 309	122 751	147 527
Marchandises	1 878 818		1 878 818	3 435 791
Avances et acomptes versés sur commandes	4 090 895		4 090 895	886 042
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	22 375 341	2 460 140	19 915 201	24 989 368
Autres créances	6 363 245	117 070	6 246 175	9 326 582
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	2 842 244		2 842 244	5 683 650
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 245 720		1 245 720	1 243 643
ACTIF CIRCULANT	39 630 132	2 657 519	36 972 613	46 980 429
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	42 107		42 107	61 435
TOTAL GENERAL	196 494 601	100 137 753	96 356 848	105 684 545

CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL
LE 7/06/2024



Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Capital social ou individuel (dont versé : 798 750)	798 750	798 750
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)	219 054	219 054
Réserve légale	81 179	81 179
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	13 041	13 041
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	7 468 143	2 674 873
Report à nouveau	1 363 278	
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	12 303 111	14 378 270
Subventions d'investissement	50 233	50 706
Provisions réglementées	7 769 478	9 443 050
CAPITAUX PROPRES	30 066 267	27 658 923
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	4 063 317	1 648 435
Provisions pour charges	901 208	920 890
PROVISIONS	4 964 525	2 569 325
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 027 457	2 001 696
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	9 647 198	9 203 745
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	38 341	72 884
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 048 624	40 413 283
Dettes fiscales et sociales	9 930 728	10 554 541
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	18 615	78 979
Autres dettes	10 584 916	12 997 755
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	61 295 879	75 322 882
Ecart de conversion passif	30 176	133 414
TOTAL GENERAL	96 356 848	105 684 545

CE DOCUMENT
EST UN ORIGINAL

Compte de résultat

Déclaration au 31/12/2023

Rubriques	France	Exportation	31/12/2023	31/12/2022
Ventes de marchandises	410 752 737		410 752 737	484 786 184
Production vendue de biens				
Production vendue de services	9 851 476		9 851 476	9 791 446
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	420 604 213		420 604 213	494 577 630
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			2 579 554	26 126 381
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			11 785 852	38 568 513
Autres produits			1 546 468	1 998 862
PRODUITS D'EXPLOITATION			436 516 088	561 271 385
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			362 371 571	450 428 838
Variation de stock (marchandises)			10 519 107	40 493 330
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-58 405	52 051
Autres achats et charges externes			25 328 603	26 469 804
Impôts, taxes et versements assimilés			1 006 479	1 298 000
Salaires et traitements			4 492 194	4 410 366
Charges sociales			2 224 355	2 334 439
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immo. : dot. aux amort. (Dont amort. fonds. commercial)			4 536 743	5 080 480
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			2 194 507	1 284 529
Dotations aux provisions			12 173 391	8 389 469
Autres charges			1 789 895	2 253 947
CHARGES D'EXPLOITATION			426 578 439	549 412 098
RESULTAT D'EXPLOITATION			9 937 648	11 859 287
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			4 865 541	4 559 289
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			105 626	19 281
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			61 435	299 670
Différences positives de change			406 284	633 591
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			5 438 886	5 511 831
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			196 915	61 435
Intérêts et charges assimilées			289 673	81 922
Différences négatives de change			229 908	437 934
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			716 495	581 291
RESULTAT FINANCIER			4 722 391	4 930 540
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			14 660 039	16 789 828

Compte de résultat

Déclaration au 31/12/2023

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		34 512
Produits exceptionnels sur opérations en capital	159 599	2 464 068
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	523 193	681 211
PRODUITS EXCEPTIONNELS	682 792	3 179 791
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	81	72 093
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	128 071	312 364
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	212 900	739 204
CHARGES EXCEPTIONNELLES	341 052	1 123 661
RESULTAT EXCEPTIONNEL	341 741	2 056 130
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	2 698 669	4 467 687
TOTAL DES PRODUITS	442 637 766	569 963 008
TOTAL DES CHARGES	430 334 655	555 584 738
BENEFICE OU PERTE	12 303 111	14 378 270

Annexes

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

REGLES GENERALES

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 du 05 Juin 2014 relatif au Plan Comptable Général à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes.

METHODES COMPTABLES

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En outre, il a été fait application des dispositions particulières du plan comptable général approuvé par le Conseil National de la Comptabilité.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent les amortissements dérogatoires et la provision pour hausse des prix.

Les amortissements dérogatoires représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés selon les modalités ci-avant. Leur contrepartie est comptabilisée en charges exceptionnelles, au poste "Dotations aux provisions réglementées amortissements dérogatoires".

La provision pour hausse des prix a été instituée pour permettre aux entreprises de déduire temporairement de leurs bases d'impôts sur les sociétés une fraction des bénéfices qu'elles investissent dans la reconstitution des stocks en cas de hausse de prix importante. Elle est constituée lorsqu'il est constaté, sur une période de deux ans,

une hausse des prix supérieure à 10 % de la valeur unitaire d'inventaire des stocks à la clôture.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions pour risques et charges sont constatées lorsqu'il existe une obligation à l'égard d'un tiers fiabilité suffisante au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information dans les notes aux états financiers sauf si la probabilité d'une sortie de ressources est très faible.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations

- ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée de vie prévue :

Constructions : entre 5 et 20 ans
Agencements et aménagements divers : entre 5 et 20 ans
Matériels et outillages industriels : entre 3 et 30 ans
Mobiliers et matériel informatique : entre 3 et 20 ans
Matériel de transport d'exploitation entre 5 et 8 ans

Un amortissement dérogatoire est comptabilisé le cas échéant pour constater l'écart entre l'amortissement économique et l'amortissement fiscalement admis.

Le complément d'amortissement dérogatoire, le cas échéant, est calculé selon les critères d'amortissements suivants :

Matériels et outillages industriels stations services : Dégressif : entre 7 et 10 ans

Matériel informatiques : Dégressif : 5 ans

FONDS COMMERCIAL

Le fonds commercial se décompose à fin décembre 2023 de la façon suivante :

	Valeur brute	Provision pour dépréciation	Valeur Nette
Droit au bail	4 343 520,08	2 293 621,85	2 049 898,23

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie :

Les fonds commerciaux ont été amortis jusqu'en 2011 ; ils ne le sont plus depuis cette date.

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les brevets, concessions, licences et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'achat, hors frais d'acquisition

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimés selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré

Le détail des titres de participations est le suivant :

SIGL	1 683 445
STOCABU	381 123
GIE Aviation	2 905 769
SAPR	6 741 920
Rubis Saint barthelemy	5 417 201
SEIAP	50 000
TOTAL	17 179 458

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

Au 31/12/2023 une provision a été constatée à hauteur de 154 808 € relative à la perte de la Société SIGL au 31/12/2023.

STOCKS

Les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition, incluant les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée ainsi que des frais de stockage, selon la méthode du coût pondéré.

Les stocks sont répartis de la manières suivantes :

	Valeur brute	Provision pour dépréciation	Valeur Nette
Marchandises	2 284 164	43 434	2 240 730
Fournitures consommables	428 522		428 522
Immobilisations	203 059	36 875	166 184

Lorsque la valeur brute déterminée suivant les modalités précédentes est supérieure au cours du jour ou à la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, une provision pour dépréciation des stocks est comptabilisée pour le montant de la différence.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elle sont susceptibles de donner lieu.

DETTES

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement. Elles ne font pas l'objet d'actualisation.

OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la clôture de l'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises à la fin de l'exercice est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque en totalité.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes sont mentionnés dans l'annexe de la Société consolidante.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Il est constitué des ventes de marchandises, nettes des remises et ristournes accordées, gaz de produits liquifiés, les loyers ainsi que des prestations de services.

RISQUES LIES A L ACTIVITES

La Société RUBIS ANTILLES GUYANE exploite via sa filiale SIGL un site d'emplissage de GPL situé dans la zone d'activité de Jarry (Baie-Mahault - Guadeloupe) qui relève de la réglementation SEVESO II.

Afin de préserver ses intérêts d'une part, et de réduire les risques visés plus haut d'autre part, la société a engagé un programme d'identification, de prévention et de réduction des risques industriels.

LES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Le 22 Juin 2023 : Acquisition d'un fonds de commerce de station-service avec boutique, exploité Lot n°9 Voie Verte ZI Jarry – 97122 Baie Mahault et autorisée par une décision de l'Actionnaire Unique du 21 juin 2023.

Le 30 juin 2023 : Apport de la branche complète d'activité de RUBIS *Antilles Guyane* à Saint Barthélemy au profit de la société RUBIS SAINT-BARTHELEMY, avec rétroactivité comptable et fiscale au 1^{er} janvier 2023, autorisé par une décision de l'Actionnaire unique du 30 juin 2023.

L'opération d'apport constitue une opération de restructuration interne du groupe Rubis, en vue d'une rationalisation de ses structures pour des raisons tenant au caractère distinct et spécifique de l'activité à Saint Barthélemy.

Total actif apporté 7475 K€ (valeur comptable au 31/12/2022)

Total passif apporté 2059K€ (valeur comptable au 31/12/2022)

L'actif net apporté par la société RUBIS *Antilles Guyane* à la société RUBIS SAINT-BARTHELEMY s'élève donc à 5 416K€.

Les apports ont été rémunérés par l'attribution à l'apporteur de 5 416 201 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1€ de la société RUBIS SAINT-BARTHELEMY.

CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE

La 5ème période des CEE a démarré le 1er janvier 2022 et se terminera le 31 décembre 2025. Pour cette période, le montant de l'obligation augmente de 17 % par rapport à la 4ème période.

Deux modes de comptabilisation sont prévus par les articles 616-2 s. du PCG pour les exercices ouverts depuis le 1er janvier 2015 :

- les CEE détenus pour se conformer aux exigences de la réglementation sont comptabilisés selon le modèle économique « Économies d'énergie » ;
- les CEE détenus à des fins de négoce sont comptabilisés selon le modèle économique « Négocier ».

La société est un obligé et applique donc le modèle « économie d'énergie » pour la comptabilisation des CEE :

Un stock de CEE est comptabilisé lors de l'acquisition de certificats auprès de vendeurs spécialisés.

Le stock est valorisé au coût moyen pondéré.

En fin de période triennale, la société doit justifier de l'accomplissement de ses obligations par la détention d'un volume CEE équivalent à ses obligations. (date limite au 30/06/2026 pour la période qui prendra fin le 31/12/2025).

A ce titre elle comptabilise en date de clôture soit un actif (en cas de stocks de CEE suffisant pour répondre aux obligations liées aux ventes réalisées), soit un passif (en cas d'insuffisance de CEE pour répondre aux obligations liées aux ventes réalisées) conformément à l'art. 616-18

A la clôture de l'exercice 2023 RUBIS ANTILLES GUYANE a constaté une provision de 3 293 355€ correspondant aux CEE manquants pour répondre aux obligations liées aux ventes réalisées sur les années 2022 et 2023 (19, 2 M€).

EVENEMENTS POST CLOTURE

La société fait l'objet d'un contrôle fiscal sur les exercices 2021 et 2022.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

CHANGEMENTS DE METHODE DE PRESENTATION

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

INTEGRATION FISCALE

La SOCIETE RUBIS ANTILLES GUYANE est intégrée fiscalement dans la société RUBIS SCA depuis le 1er janvier 2006.

La participation au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe est égale au montant de l'impôt qui aurait grevé le résultat si la société était imposée distinctement.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 708 934		996 401
Terrains	5 065 466		59 512
Dont composants			
Constructions sur sol propre	26 130 594		540 168
Constructions sur sol d'autrui	6 590 791		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	18 800 039		1 351 597
Install. techniques, matériel et outillage ind.	74 306 276		2 336 583
Installations générales, agenc., aménag.	6 622 992		544 157
Matériel de transport	305 354		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2 347 086		104 449
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	5 270 673		5 635 607
Avances et acomptes			47 500
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	145 439 270		10 619 573
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	11 763 257		5 416 201
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	59 100		52 840
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	11 822 357		5 469 041
TOTAL GENERAL	161 970 562		17 085 015

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	16 666	3 634	5 685 035	
Terrains		165 058	4 959 920	
Constructions sur sol propre		2 444 443	24 226 320	
Constructions sur sol d'autrui		657 022	5 933 768	
Constructions, installations générales, agenc.		2 441 715	17 709 921	
Installations techn., matériel et outillages ind.	121 831	9 876 369	66 644 659	
Installations générales, agencements divers		121 428	7 045 721	
Matériel de transport		69 505	235 850	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		88 829	2 362 706	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	5 460 842	759 147	4 686 290	
Avances et acomptes			47 500	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 582 673	16 623 516	133 852 655	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			17 179 458	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		6 726	105 214	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		6 726	17 284 672	
TOTAL GENERAL	5 599 339	16 633 876	156 822 362	

Amortissements

Déclaration au 31/12/2023

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial	1 529 064			1 529 064
Autres immobilisations incorporelles	492 937	19 603	141	512 399
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 022 001	19 603	141	2 041 463
Terrains	1 025 098	37 848	121 130	941 816
Constructions sur sol propre	20 483 841	530 144	1 210 467	19 803 518
Constructions sur sol d'autrui	5 582 140	39 818	206 549	5 415 408
Constructions installations générales, agenc., aménag.	12 274 579	946 703	2 074 469	11 146 813
Installations techniques, matériel et outillage industriels	54 030 963	2 426 470	6 698 924	49 758 509
Installations générales, agenc. et aménag. divers	4 958 372	360 627	115 946	5 203 053
Matériel de transport	268 857	16 040	60 400	224 497
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 884 797	159 491	51 172	1 993 115
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	100 508 646	4 517 140	10 539 057	94 486 730
TOTAL GENERAL	102 530 647	4 536 743	10 539 198	96 528 192

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

Frais établis.
Fonds Cial
Autres. INC.

INCORPOREL.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.	211 818	1 409 532	-1 197 714
Acquis. titre			
TOTAL	211 818	1 409 532	-1 197 714

Charges réparties sur plusieurs exercices

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Début d'exercice Augmentations Dotations Fin d'exercice

Provisions et dépréciations

Déclaration au 31/12/2023

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix	2 161 421	1 082	476 939	1 685 564
Amortissements dérogatoires	7 281 629	211 818	1 409 532	6 083 914
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	9 443 050	212 900	1 886 471	7 769 478
Provisions pour litiges	727 855	611 141	611 141	727 855
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	61 435	42 107	61 435	42 107
Provisions pour pensions, obligations similaires	650 879	124	16 336	634 667
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 129 156	11 562 126	9 131 386	3 559 896
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2 569 325	12 215 498	9 820 298	4 964 525
Dépréciations immobilisations incorporelles	764 558			764 558
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	32 676	154 808		187 484
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	88 152	11 633	19 476	80 309
Dépréciations comptes clients	1 912 960	2 065 803	1 518 623	2 460 140
Autres dépréciations		117 070		117 070
DEPRECIATIONS	2 798 346	2 349 314	1 538 099	3 609 561
TOTAL GENERAL	14 810 720	14 777 712	13 244 868	16 343 564
Dotations et reprises d'exploitation		14 367 898	11 296 962	
Dotations et reprises financières		196 915	61 435	
Dotations et reprises exceptionnelles		212 900	1 886 471	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

L'écart entre les reprises de provisions en comptes 78XX
et le montant des reprises dans les variations de provisions est
lié à l'apport de branche de RAG à Rubis Saint Barthélemy
apport des provisions clients
apport des provisions réglementées
apport des provisions pour remise en état
total

16 943
1 363 278
7 874
1 388 095

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	105 214	105 214	
Clients douteux ou litigieux	2 170 511	2 170 511	
Autres créances clients	20 204 829	20 204 829	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	11 224	11 224	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	70 413	70 413	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	16 125	16 125	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	1 681	1 681	
Etat, autres collectivités : créances diverses	124 157	124 157	
Groupe et associés	5 196 747	5 196 747	
Débiteurs divers	942 898	942 898	
Charges constatées d'avance	1 245 720	1 245 720	
TOTAL GENERAL	30 089 520	30 089 520	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, -5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	1 325 964	1 325 964		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	701 492	279 335	422 157	
Emprunts et dettes financières divers	9 647 198	496 336	2 226 337	6 924 525
Fournisseurs et comptes rattachés	29 048 624	29 048 624		
Personnel et comptes rattachés	1 298 973	1 298 973		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	714 856	714 856		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	27 420	27 420		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	7 889 478	7 889 478		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	18 615	18 615		
Groupe et associés	10 303 488	4 769 957	5 533 531	
Autres dettes	281 428	281 428		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	61 257 538	46 150 988	8 182 025	6 924 525

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

1 291 903

Compte	Libellé	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
1688400	Intérêts courus sur emprunts auprès		300,00	-300,00
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES			300,00	-300,00
DETTE FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
4081100	Factures non parvenues - Frais dive	110 784,00	76 400,37	34 383,63
4081200	Factures non parvenues - Frais dive	1 613 166,31	2 157 985,81	-544 819,50
4082000	Factures Non parvenues - Frais d'ap	411 779,84	106 455,46	305 324,38
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		2 135 730,15	2 340 841,64	-205 111,49
AUTRES DETTES				
4198000	RRR à accorder		34 626,08	-34 626,08
4686000	Charges à payer	251 646,00	379 488,00	-127 842,00
46860100	Autres charges à payer	405,00		405,00
TOTAL AUTRES DETTES		252 051,00	414 114,08	-162 063,08
DETTE FISCALES ET SOCIALES				
4280000	Personnel - Charges à payer et prod		5 000,00	-5 000,00
4282000	Personnel - Dettes prov. pour congé	400 715,32	371 278,34	29 436,98
4286000	Personnel - Autres charges à payer	885 390,70	771 459,46	113 931,24
4382000	Organismes sociaux - Charges social	208 183,21	194 599,31	13 583,90
4386000	Organismes sociaux - Autres charges	161 360,96	266 467,20	-105 106,24
4486000	Etat - Charges à payer	853 402,40	1 139 503,09	-286 100,69
4486400	charges à caractère fiscal s/salair	-2 739,78	-2 615,39	-124,39
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		2 506 312,81	2 745 692,01	-239 379,20
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
5186000	Intérêts courus à payer	11 500,00	8 000,00	3 500,00
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		11 500,00	8 000,00	3 500,00
TOTAL CHARGES A PAYER		4 905 593,96	5 508 947,73	-603 353,77

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
--------------------	---------	----------------------

Pénalités et amendes fiscales	81	
Valeur nette des éléments d'actifs cédés	128 071	
Amortissements dérogatoires	211 818	
Provision pour hausse des prix	1 082	

TOTAL	341 052
-------	---------

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
---------------------	---------	----------------------

Produits des éléments d'actifs cédés	159 126	
quote part de subvention d'investissement reprise au résultat	473	
reprise amortissements dérogatoires	393 038	
reprises sur provision hausse des prix	130 155	

TOTAL	682 792
-------	---------

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
refacturation des assurances Rubis Energie aux filles et soeurs	323 225	
Avantages en nature salariés	136 639	
divers	53 812	
TOTAL		513 676

Charges et produits constatés d'avance

Déclaration au 31/12/2023

Compte	Libellé	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
4860000	Charges constatées d'avance	1 235 014,29	1 230 307,84	4 706,45
4861000	CCA RUBIS ENERGIE	10 706,07	13 334,98	-2 628,91
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		1 245 720,36	1 243 642,82	2 077,54

Compte	Libelle	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
4181000	Clients - Factures à établir	965 111,41	596 159,62	368 951,79
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		965 111,41	596 159,62	368 951,79
AUTRES CREANCES				
4098000	Rabais, remises, ristournes à obten	183 327,91	39 365,24	143 962,67
4387000	Organismes sociaux - Produits à rec		23 072,38	-23 072,38
4487000	Etat- Produits à recevoir	109 440,11	1 808 637,87	-1 699 197,76
4687000	Produits à recevoir		275,00	-275,00
TOTAL AUTRES CREANCES		292 768,02	1 871 350,49	-1 578 582,47
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		1 257 879,43	2 467 510,11	-1 209 630,68

Ventilation du chiffre d'affaires

Déclaration au 31/12/2023

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2023	Total 31/12/2022	%
CARBURANTS	388 318 744		388 318 744	455 050 793	-14,66 %
GPL	22 433 993		22 433 993	29 002 554	-22,65 %
BITUMES				732 838	
PRESTATIONS ET ACTIVITES DIVERSES	9 851 476		9 851 476	9 791 446	0,61 %

TOTAL	420 604 213	420 604 213	494 577 631	-14,96 %
--------------	--------------------	--------------------	--------------------	-----------------

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Déclaration au 31/12/2023

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	14 660 039	2 637 193	12 022 846
Résultat exceptionnel à court terme	341 741	61 476	280 265
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	15 001 780	2 698 669	12 303 111

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	53 250			15
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		27 658 923
Distributions sur résultats antérieurs		9 585 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		18 073 923
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement	473	
Variations des provisions réglementées	523 193	212 899
Autres variations		
Résultat de l'exercice		12 303 111
SOLDE		11 992 344
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		30 066 267

Engagements en matière de retraites, pensions et indemnités assimilées

Déclaration au 31/12/2023

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées			
Compléments de retraite pour personnel en activité			632 011
Compléments de retraite pour personnel à la retraite			
Indemnités de départ à la retraite et autres pour personnel en activité			2 656
TOTAL			634 667

Engagements financiers donnés et reçus

Déclaration au 31/12/2023

Engagements donnés					
Catégories d'engagements	Total	Au profit de			
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées Autres
Crédit enlèvement douanier	7 500 000				7 500 000
Crédit enlèvement douanier PERPIG	8 100 000				8 100 000
Dette fiscale STOCABU	214 587				214 587

TOTAL	15 814 587				15 814 587
--------------	-------------------	--	--	--	-------------------

Engagements reçus					
Catégories d'engagements	Total	Accordés par			
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées Autres
GARANTIES BANCAIRES					
Distributeurs Guadeloupe	509 000				509 000
Distributeurs Martinique	585 000				585 000
Distributeurs Guyane	160 000				160 000

TOTAL	1 254 000				1 254 000
--------------	------------------	--	--	--	------------------

Engagements réciproques					
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées Autres

TOTAL					
--------------	--	--	--	--	--

Ecart de conversion sur créances et dettes

Déclaration au 31/12/2023

Nature des écarts	Actif	Ecart compensés par couverture de change	Provision pour perte de change	Passif
	Perte latente			Gain latent
Immobilisations non financières				
Immobilisations financières				
Créances	42 107		42 107	
Dettes financières				
Dettes d'exploitation				30 176
Dettes sur immobilisations				
TOTAL	42 107		42 107	30 176

[illegible]

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
-------------------------------------	-------	-----------------	----------

RUBIS SCA 46 rue Boissières 75016 PARIS	SCA		
---	-----	--	--

Rubriques	Entreprises liées	Participations
ACTIF IMMOBILISE		
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations	17 179 458	
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
ACTIF CIRCULANT		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés	3 900 561	
Autres créances	3 855 134	
Capital souscrit appelé, non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 994 207	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	10 303 488	
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS		
Produits de participations	4 875 000	
Autres produits financiers	99 220	
Charges financières	239 398	

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Ingénieurs et Cadres	32	
Employés et techniciens	20	
TOTAL		52

RUBIS Antilles Guyane

Société par actions simplifiée au capital de 798 750 euros
Siège social : Tour Landscape – 6 place des Degrés 92800 Puteaux
542 095 591 R.C.S. NANTERRE

DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE DU 27 MAI 2024 AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Deuxième décision de l'Actionnaire unique

Deuxième décision

L'Actionnaire unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2023 d'un montant de 12 303 110 euros comme suit :

- Bénéfice au 31 décembre 2023 :	12 303 110 euros
- Autres Réserves :	7 468 143 euros
- Report à nouveau créditeur :	1 363 278 euros
Soit un bénéfice distribuable de :	21 134 531 euros
- A titre de dividende à l'Actionnaire unique :	11 981 250 euros

Ainsi, après cette opération, le compte « Autres Réserves » présentera un solde nul et le compte de « Report à nouveau » présentera un solde créditeur de 9 153 281 euros.

En conséquence de ce qui précède, l'Actionnaire unique fixe à 225 euros par action le dividende à répartir au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Ce dividende en numéraire sera mis en paiement au siège social au plus tard le 14 juin 2024.

Cette affectation aura pour effet de porter le montant des capitaux propres à 18 085 017 euros, dont 9 153 281 euros dans le compte « Report à nouveau ».

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice	Revenus éligibles à l'abattement (en euros)		Revenus non éligibles à l'abattement (en euros)
	Dividendes (en euros)	Autres Revenus distribués (en euros)	
31/12/2022	9 585 000,00		
31/12/2021	9 052 500,00		
31/12/2020	9 052 500,00		

Extrait certifié conforme pour servir et valoir ce que de droit

**Fait à Puteaux,
Le 7 juin 2024**



**Le Président
Jean-Pierre HARDY**



KPMG S.A.
Quartier Acajou
Le Lamentin 97232
Martinique

Rubis Antilles Guyane SASU

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rubis Antilles Guyane SASU

Tour Landscape - 6 place des Degrés - 92800 Puteaux

KPMG S.A., société d'expertise comptable
et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau
de l'Ordre des experts comptables de Paris
sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie
régionale des commissaires aux comptes de Versailles
et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué
de cabinets indépendants affiliés à KPMG International
Limited, une société de droit anglais (private company limited
by guarantee).

Société anonyme à conseil
d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
Quartier Acajou
Le Lamentin 97232
Martinique

Rubis Antilles Guyane SASU

Tour Landscape - 6 place des Degrés - 92800 Puteaux

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'associée unique de la société Rubis Antilles Guyane SASU,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'associée unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Rubis Antilles Guyane SASU relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la reconnaissance du revenu et l'évaluation des provisions pour risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associée unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Lamentin, le 13 mai 2024

KPMG S.A.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'KJM', with a large, sweeping flourish extending from the end.

Karine Jean-Baptiste Moutoussamy
Associée

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2023	31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	578 591	512 399	66 192	72 621
Fonds commercial	4 343 520	2 293 622	2 049 898	1 525 523
Autres immobilisations incorporelles	762 924		762 924	254 184
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	4 959 920	941 816	4 018 105	4 040 368
Constructions	47 870 009	36 365 739	11 504 270	13 180 864
Installations techniques, matériel, outillage	66 644 659	49 758 509	16 886 150	20 275 313
Autres immobilisations corporelles	9 644 276	7 420 666	2 223 610	2 163 406
Immobilisations en cours	4 686 290		4 686 290	5 340 720
Avances et acomptes	47 500		47 500	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	17 179 458	187 484	16 991 975	11 730 581
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	105 214		105 214	59 100
ACTIF IMMOBILISE	156 822 362	97 480 234	59 342 128	58 642 681
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	630 809		630 809	1 267 826
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	203 059	80 309	122 751	147 527
Marchandises	1 878 818		1 878 818	3 435 791
Avances et acomptes versés sur commandes	4 090 895		4 090 895	886 042
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	22 375 341	2 460 140	19 915 201	24 989 368
Autres créances	6 363 245	117 070	6 246 175	9 326 582
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	2 842 244		2 842 244	5 683 650
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 245 720		1 245 720	1 243 643
ACTIF CIRCULANT	39 630 132	2 657 519	36 972 613	46 980 429
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	42 107		42 107	61 435
TOTAL GENERAL	196 494 601	100 137 753	96 356 848	105 684 545

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Capital social ou individuel (dont versé : 798 750)	798 750	798 750
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)	219 054	219 054
Réserve légale	81 179	81 179
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	13 041	13 041
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	7 468 143	2 674 873
Report à nouveau	1 363 278	
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	12 303 111	14 378 270
Subventions d'investissement	50 233	50 706
Provisions réglementées	7 769 478	9 443 050
CAPITAUX PROPRES	30 066 267	27 658 923
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	4 063 317	1 648 435
Provisions pour charges	901 208	920 890
PROVISIONS	4 964 525	2 569 325
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 027 457	2 001 696
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	9 647 198	9 203 745
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	38 341	72 884
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 048 624	40 413 283
Dettes fiscales et sociales	9 930 728	10 554 541
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	18 615	78 979
Autres dettes	10 584 916	12 997 755
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	61 295 879	75 322 882
Ecart de conversion passif	30 176	133 414
TOTAL GENERAL	96 356 848	105 684 545

Rubriques	France	Exportation	31/12/2023	31/12/2022
Ventes de marchandises	410 752 737		410 752 737	484 786 184
Production vendue de biens				
Production vendue de services	9 851 476		9 851 476	9 791 446
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	420 604 213		420 604 213	494 577 630
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			2 579 554	26 126 381
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			11 785 852	38 568 513
Autres produits			1 546 468	1 998 862
PRODUITS D'EXPLOITATION			436 516 088	561 271 385
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			362 371 571	450 428 838
Variation de stock (marchandises)			10 519 107	40 493 330
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-58 405	52 051
Autres achats et charges externes			25 328 603	26 469 804
Impôts, taxes et versements assimilés			1 006 479	1 298 000
Salaires et traitements			4 492 194	4 410 366
Charges sociales			2 224 355	2 334 439
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immo. : dot. aux amort. (Dont amort. fonds. commercial)			4 536 743	5 080 480
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			2 194 507	1 284 529
Dotations aux provisions			12 173 391	8 389 469
Autres charges			1 789 895	2 253 947
CHARGES D'EXPLOITATION			426 578 439	549 412 098
RESULTAT D'EXPLOITATION			9 937 648	11 859 287
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			4 865 541	4 559 289
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			105 626	19 281
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			61 435	299 670
Différences positives de change			406 284	633 591
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			5 438 886	5 511 831
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			196 915	61 435
Intérêts et charges assimilées			289 673	81 922
Différences négatives de change			229 908	437 934
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			716 495	581 291
RESULTAT FINANCIER			4 722 391	4 930 540
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			14 660 039	16 789 828

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		34 512
Produits exceptionnels sur opérations en capital	159 599	2 464 068
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	523 193	681 211
PRODUITS EXCEPTIONNELS	682 792	3 179 791
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	81	72 093
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	128 071	312 364
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	212 900	739 204
CHARGES EXCEPTIONNELLES	341 052	1 123 661
RESULTAT EXCEPTIONNEL	341 741	2 056 130
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	2 698 669	4 467 687
TOTAL DES PRODUITS	442 637 766	569 963 008
TOTAL DES CHARGES	430 334 655	555 584 738
BENEFICE OU PERTE	12 303 111	14 378 270

Annexes

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

REGLES GENERALES

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 du 05 Juin 2014 relatif au Plan Comptable Général à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes.

METHODES COMPTABLES

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En outre, il a été fait application des dispositions particulières du plan comptable général approuvé par le Conseil National de la Comptabilité.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent les amortissements dérogatoires et la provision pour hausse des prix.

Les amortissements dérogatoires représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés selon les modalités ci-avant. Leur contrepartie est comptabilisée en charges exceptionnelles, au poste "Dotations aux provisions réglementées amortissements dérogatoires".

La provision pour hausse des prix a été instituée pour permettre aux entreprises de déduire temporairement de leurs bases d'impôts sur les sociétés une fraction des bénéfices qu'elles investissent dans la reconstitution des stocks en cas de hausse de prix importante. Elle est constituée lorsqu'il est constaté, sur une période de deux ans,

une hausse des prix supérieure à 10 % de la valeur unitaire d'inventaire des stocks à la clôture.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions pour risques et charges sont constatées lorsqu'il existe une obligation à l'égard d'un tiers fiabilité suffisante au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information dans les notes aux états financiers sauf si la probabilité d'une sortie de ressources est très faible.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations

- ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée de vie prévue :

Constructions : entre 5 et 20 ans
Agencements et aménagements divers : entre 5 et 20 ans
Matériels et outillages industriels : entre 3 et 30 ans
Mobilier et matériel informatique : entre 3 et 20 ans
Matériel de transport d'exploitation entre 5 et 8 ans

Un amortissement dérogatoire est comptabilisé le cas échéant pour constater l'écart entre l'amortissement économique et l'amortissement fiscalement admis.

Le complément d'amortissement dérogatoire, le cas échéant, est calculé selon les critères d'amortissements suivants :

Matériels et outillages industriels stations services : Dégressif : entre 7 et 10 ans
Matériel informatiques : Dégressif : 5 ans

FONDS COMMERCIAL

Le fonds commercial se décompose à fin décembre 2023 de la façon suivante :

	Valeur brute	Provision pour dépréciation	Valeur Nette
Droit au bail	4 343 520,08	2 293 621,85	2 049 898,23

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie :

Les fonds commerciaux ont été amortis jusqu'en 2011 ; ils ne le sont plus depuis cette date.

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les brevets, concessions, licences et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'achat, hors frais d'acquisition

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimés selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré

Le détail des titres de participations est le suivant :

SIGL	1 683 445
STOCABU	381 123
GIE Aviation	2 905 769
SAPR	6 741 920
Rubis Saint barthelemy	5 417 201
SEIAP	50 000
TOTAL	17 179 458

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

Au 31/12/2023 une provision a été constatée à hauteur de 154 808 € relative à la perte de la Société SIGL au 31/12/2023.

STOCKS

Les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition, incluant les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée ainsi que des frais de stockage, selon la méthode du coût pondéré.

Les stocks sont répartis de la manières suivantes :

	Valeur brute	Provision pour dépréciation	Valeur Nette
Marchandises	2 284 164	43 434	2 240 730
Fournitures consommables	428 522		428 522
Immobilisations	203 059	36 875	166 184

Lorsque la valeur brute déterminée suivant les modalités précédentes est supérieure au cours du jour ou à la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, une provision pour dépréciation des stocks est comptabilisée pour le montant de la différence.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elle sont susceptibles de donner lieu.

DETTES

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement. Elles ne font pas l'objet d'actualisation.

OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la clôture de l'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises à la fin de l'exercice est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque en totalité.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes sont mentionnés dans l'annexe de la Société consolidante.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Il est constitué des ventes de marchandises, nettes des remises et ristournes accordées, gaz de produits liquifiés, les loyers ainsi que des prestations de services.

RISQUES LIES A L ACTIVITES

La Société RUBIS ANTILLES GUYANE exploite via sa filiale SIGL un site d'emplissage de GPL situé dans la zone d'activité de Jarry (Baie-Mahault - Guadeloupe) qui relève de la réglementation SEVESO II.

Afin de préserver ses intérêts d'une part, et de réduire les risques visés plus haut d'autre part, la société a engagé un programme d'identification, de prévention et de réduction des risques industriels.

LES FAITS MARQUANTS DE L EXERCICE

Le 22 Juin 2023 : Acquisition d'un fonds de commerce de station-service avec boutique, exploité Lot n°9 Voie Verte ZI Jarry – 97122 Baie Mahault et autorisée par une décision de l'Actionnaire Unique du 21 juin 2023.

Le 30 juin 2023 : Apport de la branche complète d'activité de RUBIS *Antilles Guyane* à Saint Barthélemy au profit de la société RUBIS SAINT-BARTHELEMY, avec rétroactivité comptable et fiscale au 1^{er} janvier 2023, autorisé par une décision de l'Actionnaire unique du 30 juin 2023.

L'opération d'apport constitue une opération de restructuration interne du groupe Rubis, en vue d'une rationalisation de ses structures pour des raisons tenant au caractère distinct et spécifique de l'activité à Saint Barthélemy.

Total actif apporté 7475 K€ (valeur comptable au 31/12/2022)

Total passif apporté 2059K€ (valeur comptable au 31/12/2022)

L'actif net apporté par la société RUBIS *Antilles Guyane* à la société RUBIS SAINT-BARTHELEMY s'élève donc à 5 416K€.

Les apports ont été rémunérés par l'attribution à l'apporteur de 5 416 201 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1€ de la société RUBIS SAINT-BARTHELEMY.

CERTIFICATS D' ECONOMIE D' ENERGIE

La 5ème période des CEE a démarré le 1er janvier 2022 et se terminera le 31 décembre 2025. Pour cette période, le montant de l'obligation augmente de 17 % par rapport à la 4ème période.

Deux modes de comptabilisation sont prévus par les articles 616-2 s. du PCG pour les exercices ouverts depuis le 1er janvier 2015 :

- les CEE détenus pour se conformer aux exigences de la réglementation sont comptabilisés selon le modèle économique « Économies d'énergie » ;
- les CEE détenus à des fins de négoce sont comptabilisés selon le modèle économique « Négoces ».

La société est un obligé et applique donc le modèle « économie d'énergie » pour la comptabilisation des CEE :

Un stock de CEE est comptabilisé lors de l'acquisition de certificats auprès de vendeurs spécialisés.

Le stock est valorisé au coût moyen pondéré.

En fin de période triennale, la société doit justifier de l'accomplissement de ses obligations par la détention d'un volume CEE équivalent à ses obligations. (date limite au 30/06/2026 pour la période qui prendra fin le 31/12/2025).

A ce titre elle comptabilise en date de clôture soit un actif (en cas de stocks de CEE suffisant pour répondre aux obligations liées aux ventes réalisées), soit un passif (en cas d'insuffisance de CEE pour répondre aux obligations liées aux ventes réalisées) conformément à l'art. 616-18

A la clôture de l'exercice 2023 RUBIS ANTILLES GUYANE a constaté une provision de 3 293 355€ correspondant aux CEE manquants pour répondre aux obligations liées aux ventes réalisées sur les années 2022 et 2023 (19, 2 M€).

EVENEMENTS POST CLOTURE

La société fait l'objet d'un contrôle fiscal sur les exercices 2021 et 2022.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

CHANGEMENTS DE METHODE DE PRESENTATION

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

INTEGRATION FISCALE

La SOCIETE RUBIS ANTILLES GUYANE est intégrée fiscalement dans la société RUBIS SCA depuis le 1er janvier 2006.

La participation au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe est égale au montant de l'impôt qui aurait grevé le résultat si la société était imposée distinctement.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 708 934		996 401
Terrains	5 065 466		59 512
Dont composants			
Constructions sur sol propre	26 130 594		540 168
Constructions sur sol d'autrui	6 590 791		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	18 800 039		1 351 597
Install. techniques, matériel et outillage ind.	74 306 276		2 336 583
Installations générales, agenc., aménag.	6 622 992		544 157
Matériel de transport	305 354		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2 347 086		104 449
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	5 270 673		5 635 607
Avances et acomptes			47 500
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	145 439 270		10 619 573
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	11 763 257		5 416 201
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	59 100		52 840
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	11 822 357		5 469 041
TOTAL GENERAL	161 970 562		17 085 015

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	16 666	3 634	5 685 035	
Terrains		165 058	4 959 920	
Constructions sur sol propre		2 444 443	24 226 320	
Constructions sur sol d'autrui		657 022	5 933 768	
Constructions, installations générales, agenc.		2 441 715	17 709 921	
Installations techn., matériel et outillages ind.	121 831	9 876 369	66 644 659	
Installations générales, agencements divers		121 428	7 045 721	
Matériel de transport		69 505	235 850	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		88 829	2 362 706	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	5 460 842	759 147	4 686 290	
Avances et acomptes			47 500	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 582 673	16 623 516	133 852 655	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			17 179 458	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		6 726	105 214	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		6 726	17 284 672	
TOTAL GENERAL	5 599 339	16 633 876	156 822 362	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial	1 529 064			1 529 064
Autres immobilisations incorporelles	492 937	19 603	141	512 399
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 022 001	19 603	141	2 041 463
Terrains	1 025 098	37 848	121 130	941 816
Constructions sur sol propre	20 483 841	530 144	1 210 467	19 803 518
Constructions sur sol d'autrui	5 582 140	39 818	206 549	5 415 408
Constructions installations générales, agenc., aménag.	12 274 579	946 703	2 074 469	11 146 813
Installations techniques, matériel et outillage industriels	54 030 963	2 426 470	6 698 924	49 758 509
Installations générales, agenc. et aménag. divers	4 958 372	360 627	115 946	5 203 053
Matériel de transport	268 857	16 040	60 400	224 497
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 884 797	159 491	51 172	1 993 115
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	100 508 646	4 517 140	10 539 057	94 486 730
TOTAL GENERAL	102 530 647	4 536 743	10 539 198	96 528 192

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations		211 818		1 409 532			-1 197 714
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.		211 818		1 409 532			-1 197 714
Acquis. titre							
TOTAL		211 818		1 409 532			-1 197 714

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix	2 161 421	1 082	476 939	1 685 564
Amortissements dérogatoires	7 281 629	211 818	1 409 532	6 083 914
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	9 443 050	212 900	1 886 471	7 769 478
Provisions pour litiges	727 855	611 141	611 141	727 855
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	61 435	42 107	61 435	42 107
Provisions pour pensions, obligations similaires	650 879	124	16 336	634 667
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 129 156	11 562 126	9 131 386	3 559 896
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2 569 325	12 215 498	9 820 298	4 964 525
Dépréciations immobilisations incorporelles	764 558			764 558
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	32 676	154 808		187 484
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	88 152	11 633	19 476	80 309
Dépréciations comptes clients	1 912 960	2 065 803	1 518 623	2 460 140
Autres dépréciations		117 070		117 070
DEPRECIATIONS	2 798 346	2 349 314	1 538 099	3 609 561
TOTAL GENERAL	14 810 720	14 777 712	13 244 868	16 343 564
Dotations et reprises d'exploitation		14 367 898	11 296 962	
Dotations et reprises financières		196 915	61 435	
Dotations et reprises exceptionnelles		212 900	1 886 471	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

L'écart entre les reprises de provisions en comptes 78XX et le montant des reprises dans les variations de provisions est lié à l'apport de branche de RAG à Rubis Saint Barthélemy	
apport des provisions clients	16 943
apport des provisions réglementées	1 363 278
apport des provisions pour remise en état	7 874
total	1 388 095

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	105 214	105 214	
Clients douteux ou litigieux	2 170 511	2 170 511	
Autres créances clients	20 204 829	20 204 829	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	11 224	11 224	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	70 413	70 413	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	16 125	16 125	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	1 681	1 681	
Etat, autres collectivités : créances diverses	124 157	124 157	
Groupe et associés	5 196 747	5 196 747	
Débiteurs divers	942 898	942 898	
Charges constatées d'avance	1 245 720	1 245 720	
TOTAL GENERAL	30 089 520	30 089 520	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	1 325 964	1 325 964		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	701 492	279 335	422 157	
Emprunts et dettes financières divers	9 647 198	496 336	2 226 337	6 924 525
Fournisseurs et comptes rattachés	29 048 624	29 048 624		
Personnel et comptes rattachés	1 298 973	1 298 973		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	714 856	714 856		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	27 420	27 420		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	7 889 478	7 889 478		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	18 615	18 615		
Groupe et associés	10 303 488	4 769 957	5 533 531	
Autres dettes	281 428	281 428		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	61 257 538	46 150 988	8 182 025	6 924 525
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 291 903			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
1688400	Intérêts courus sur emprunts auprès		300,00	-300,00
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES			300,00	-300,00
DETTE FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
4081100	Factures non parvenues - Frais dive	110 784,00	76 400,37	34 383,63
4081200	Factures non parvenues - Frais dive	1 613 166,31	2 157 985,81	-544 819,50
4082000	Factures Non parvenues - Frais d'ap	411 779,84	106 455,46	305 324,38
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		2 135 730,15	2 340 841,64	-205 111,49
AUTRES DETTES				
4198000	RRR à accorder		34 626,08	-34 626,08
4686000	Charges à payer	251 646,00	379 488,00	-127 842,00
46860100	Autres charges à payer	405,00		405,00
TOTAL AUTRES DETTES		252 051,00	414 114,08	-162 063,08
DETTE FISCALES ET SOCIALES				
4280000	Personnel - Charges à payer et prod		5 000,00	-5 000,00
4282000	Personnel - Dettes prov. pour congé	400 715,32	371 278,34	29 436,98
4286000	Personnel - Autres charges à payer	885 390,70	771 459,46	113 931,24
4382000	Organismes sociaux - Charges social	208 183,21	194 599,31	13 583,90
4386000	Organismes sociaux - Autres charges	161 360,96	266 467,20	-105 106,24
4486000	Etat - Charges à payer	853 402,40	1 139 503,09	-286 100,69
4486400	charges à caractère fiscal s/salair	-2 739,78	-2 615,39	-124,39
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		2 506 312,81	2 745 692,01	-239 379,20
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
5186000	Intérêts courus à payer	11 500,00	8 000,00	3 500,00
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		11 500,00	8 000,00	3 500,00
TOTAL CHARGES A PAYER		4 905 593,96	5 508 947,73	-603 353,77

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
refacturation des assurances Rubis Energie aux filles et soeurs	323 225	
Avantages en nature salariés	136 639	
divers	53 812	
TOTAL	513 676	

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
4860000	Charges constatées d'avance	1 235 014,29	1 230 307,84	4 706,45
4861000	CCA RUBIS ENERGIE	10 706,07	13 334,98	-2 628,91
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		1 245 720,36	1 243 642,82	2 077,54

Compte	Libellé	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
4181000	Clients - Factures à établir	965 111,41	596 159,62	368 951,79
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		965 111,41	596 159,62	368 951,79
AUTRES CREANCES				
4098000	Rabais, remises, ristournes à obten	183 327,91	39 365,24	143 962,67
4387000	Organismes sociaux - Produits à rec		23 072,38	-23 072,38
4487000	Etat- Produits à recevoir	109 440,11	1 808 637,87	-1 699 197,76
4687000	Produits à recevoir		275,00	-275,00
TOTAL AUTRES CREANCES		292 768,02	1 871 350,49	-1 578 582,47
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		1 257 879,43	2 467 510,11	-1 209 630,68

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2023	Total 31/12/2022	%
CARBURANTS	388 318 744		388 318 744	455 050 793	-14,66 %
GPL	22 433 993		22 433 993	29 002 554	-22,65 %
BITUMES				732 838	
PRESTATIONS ET ACTIVITES DIVERSES	9 851 476		9 851 476	9 791 446	0,61 %
TOTAL	420 604 213		420 604 213	494 577 631	-14,96 %

Répartition de l'impôt sur les
bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	14 660 039	2 637 193	12 022 846
Résultat exceptionnel à court terme	341 741	61 476	280 265
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	15 001 780	2 698 669	12 303 111

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	53 250			15
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		27 658 923
Distributions sur résultats antérieurs		9 585 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		18 073 923
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement	473	
Variations des provisions réglementées	523 193	212 899
Autres variations		
Résultat de l'exercice		12 303 111
SOLDE		11 992 344
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		30 066 267

Engagements en matière de
retraites, pensions et indemnités
assimilées

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées			
Compléments de retraite pour personnel en activité			632 011
Compléments de retraite pour personnel à la retraite			
Indemnités de départ à la retraite et autres pour personnel en activité			2 656
TOTAL			634 667

Engagements financiers donnés et reçus

Déclaration au 31/12/2023

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Crédit enlèvement douanier	7 500 000					7 500 000
Crédit enlèvement douanier PERPIG	8 100 000					8 100 000
Dette fiscale STOCABU	214 587					214 587
TOTAL	15 814 587					15 814 587
Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
GARANTIES BANCAIRES						
Distributeurs Guadeloupe	509 000					509 000
Distributeurs Martinique	585 000					585 000
Distributeurs Guyane	160 000					160 000
TOTAL	1 254 000					1 254 000
Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

Ecart de conversion sur créances
et dettes

Nature des écarts	Actif	Ecart compensés par couverture de change	Provision pour perte de change	Passif
	Perte latente			Gain latent
Immobilisations non financières				
Immobilisations financières				
Créances	42 107		42 107	
Dettes financières				
Dettes d'exploitation				30 176
Dettes sur immobilisations				
TOTAL	42 107		42 107	30 176

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
RUBIS SCA 46 rue Boissières 75016 PARIS	SCA		

Rubriques	Entreprises liées	Participations
ACTIF IMMOBILISE		
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations	17 179 458	
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
ACTIF CIRCULANT		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés	3 900 561	
Autres créances	3 855 134	
Capital souscrit appelé, non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 994 207	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	10 303 488	
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS		
Produits de participations	4 875 000	
Autres produits financiers	99 220	
Charges financières	239 398	

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Ingenieurs et Cadres	32	
Employés et techniciens	20	
TOTAL	52	